



PRÉFET DE HAUTE-SAONE

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement de  
Franche-Comté

**Arrêté n°Ae-2014-000270 du 27 OCT. 2014**

**Portant décision d'examen au cas par cas  
en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement  
du plan, schéma, programme ou autre document de planification suivant :**

**Zonage d'assainissement de la commune de Raze (70)**

Le préfet du département,

Vu la directive 2001/42/ CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-4, L122-5, R122-17 et R122-18 ;

Vu le code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L2224-10 et suivants ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative au zonage d'assainissement de la commune de Raze (70), déposée par la communauté de communes Des Combes le 19 septembre 2014 ;

Vu l'arrêté du Préfet de Haute-Saône n°2014139-0049 du 19 mai 2014 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Marie Carteirac, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Franche-Comté ;

Vu l'avis de la direction départementale des territoires de Haute-Saône du 17 octobre 2014 ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 21 octobre 2014 ;

**Considérant :**

**1. les caractéristiques du document :**

- qui concerne le projet de zonage d'assainissement de la commune de Raze (322 habitants et 154 habitations) couverte par un POS (élaboration d'un PLU intercommunal en cours) et appartenant à la communauté de communes des Combes, élaboré conjointement à plusieurs zonages d'assainissement d'autres communes de cette intercommunalité ;
- élaboré à partir d'une situation actuelle caractérisée par un réseau d'assainissement collectif de type unitaire qui dessert l'ensemble du territoire communal à l'exception de quelques habitations en assainissement autonome et situées à l'écart du bourg ; les eaux usées collectées sont dirigées vers la STEP communale de type lagunage naturel, d'une capacité de 400 EH située sur la commune, conforme en performances et dont l'exutoire est le ruisseau des Mareaux ;
- qui repose sur le choix de la commune de confirmer la situation actuelle, de classer en

assainissement collectif les futures zones à urbaniser et d'effectuer des travaux sur le réseau de collecte ; les quelques habitations à l'écart du bourg sont classées en assainissement autonome et devront se conformer aux normes en vigueur ;

## **2. les caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée,**

- l'absence d'enjeu sanitaire, la commune n'étant pas incluse dans un périmètre de protection d'une ressource AEP ou dans un périmètre éloigné ; à noter cependant la présence du forage du SIAEP de la Baignotte qui est situé sur le territoire communal, mais se trouve à l'écart du village et des zones à urbaniser ; le choix du système d'assainissement est donc sans incidence sur la qualité de l'eau captée ;
- l'existence de zonages de protection ou de connaissance de la biodiversité sur la commune pouvant présenter une sensibilité vis-à-vis de rejets d'effluents et notamment la ZNIEFF de type 1 « Marais de Vy-le-Ferroux », et de plusieurs zones humides ;
- le fait qu'au regard de ces enjeux, le zonage d'assainissement qui repose sur une situation actuelle sans dysfonctionnement notable, n'apparaît pas susceptible d'impact négatif notable voire a vocation à améliorer l'existant avec la planification de travaux sur le réseau de collecte et la nécessaire mise aux normes des systèmes d'assainissement non collectif sous le contrôle du SPANC ;

**Arrête :**

### **Article 1<sup>er</sup>**

Le projet de zonage d'assainissement de la commune de Raze (70) **n'est pas soumis à évaluation environnementale** en application de la section deuxième du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

### **Article 2**

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-18 (III) du code de l'environnement ne dispense pas des autres autorisations administratives et/ou procédures de consultation auxquelles le plan ou programme peut être soumis.

### **Article 3**

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale et sera joint au dossier d'enquête publique.

Fait à Besançon, le **27 OCT. 2014**

**Pour le préfet de département  
et par délégation,**

Le Directeur Régional

  
Jean-Marie CARTEIRAG

<b>Voies et délais de recours</b>
-----------------------------------

**Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :**

M. le préfet de Haute-Saône  
1 rue de la Préfecture  
70000 Vesoul

**Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.**

**Recours gracieux :**

M. le préfet de Haute-Saône  
1 rue de la Préfecture  
70000 Vesoul

**Recours hiérarchique :**

Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie  
Grande Arche  
Tour Pascal A et B  
92055 La Défense CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

**Recours contentieux :**

Tribunal administratif de Besançon  
30, rue Charles Nodier  
25044 Besançon Cedex

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).